

En Haute-Loire, au « pays des Justes » : la rumeur et les cendres

25 janv. 2022

Le village de Saint-Jeures, réputé pour avoir sauvé des juifs pendant la guerre, n'est pas épargné par l'islamophobie. Quand Yassine, un jeune chef d'entreprise à son aise, décide d'y faire construire une maison et d'installer sa famille, les pires bruits se mettent à courir. Jusqu'à l'incendie.

Saint-Jeures (Haute-Loire).— Il y a toutes sortes de feux qui peuvent embraser un village. Celui qui brûle dans la nuit du 24 novembre 2021 dans la petite bourgade de Saint-Jeures, 900 âmes, perchée à plus de 1 000 mètres d'altitude aux portes du Haut-Lignon, pas loin du Puy-en-Velay, personne ne l'a vu ni entendu.

Noémie et son conjoint se souviennent pourtant bien de cette nuit-là. Toute une soirée à se relayer pour s'occuper de leur enfant malade. Le gros chien patou de la famille, posté dehors, n'a pas aboyé. Alors, quand il a vu les flammes danser près du mur de la cuisine, le conjoint de Noémie a pensé à la réverbération de leur poêle à bois. Pas à la possibilité que le terrain du voisin soit en feu. Il devait être cinq heures passées.

À quelques mètres de là, Denis, 65 ans, ouvrier mécanique à la retraite, levé aux aurores, est interpellé par l'éclat blanc-bleu d'un gyrophare. Il pense à tort aux lumières du chasse-neige. Ce sont en fait les pompiers qui interviennent.



Les restes du camion et du préfabriqué brûlés sur le terrain de Yassine. © Photo Bruno Amsellem / Divergence pour Mediapart

Les outils, l'Algeco et le véhicule de chantier de son voisin Yassine F., 38 ans, père de trois enfants et engagé dans les travaux de terrassement de sa future maison, viennent de partir en fumée. Denis, furieux, prend son téléphone pour annoncer la mauvaise nouvelle à ce jeune voisin qui réside à Lyon avec sa famille en attendant la fin des travaux : « *Les fumiers, ils ont mis le feu à ton chantier.* »

« *Ils* » ? Qui ? Denis n'en sait rien, ou préfère ne pas accuser à tort.

Trois mois après l'incendie, en cette fin du mois de janvier, sa colère reste intacte. Car rien n'a bougé à Saint-Jeures. Les épaves calcinées sont toujours à la même place. L'enquête des gendarmes semble au point mort. Et l'omerta règne au village. Seule nouveauté : des affiches du groupuscule identitaire Les Nationalistes, vantant la « *France du travail et des familles* » contre « *l'immigration* », ont fait leur apparition sur les transformateurs du bourg, avant d'être rapidement arrachées.

Denis fulmine : « *On ne sait peut-être pas qui a mis le feu mais on sait qui a allumé la mèche.* » « *La mèche* », c'est la rumeur, ce feu qui brûle dans un murmure et qui a embrasé le village bien avant l'incendie.

Tout a basculé à la mi-novembre, quand Yassine, un chef d'entreprise d'une trentaine d'années habitant à Lyon, commence les travaux de sa nouvelle maison. Le terrain, 11 000 mètres carrés tout en labours, a été trouvé sur une annonce en ligne deux ans plus tôt. Une énorme surface à la sortie de Saint-Jeures, qui donne en plein sur les sucs, ces mini-volcans éteints qui se dressent comme des petites montagnes de sucre glace en hiver.

Yassine voit grand, avec une surface de plus de 1 000 mètres carrés au plancher.

Saint-Jeures, ses petites maisons traditionnelles toutes en pierres et toits de lauzes postées sur le chemin de Compostelle, c'est une carte postale, un véritable coup de cœur pour Yassine et sa femme. C'est là que le couple veut construire sa villa, pour inviter toute la famille élargie et finir ses jours.

C'est « *le projet d'une vie* » pour Yassine, fils d'un immigré algérien de Vesoul qui, lancé tôt dans la vie active, a rapidement explosé le plafond de verre, bien avant d'atteindre ses 20 ans. Propriétaire de plusieurs entreprises avec sa femme, son amour d'enfance, Yassine voit grand, très grand même, avec une surface de plancher de plus de 1 000 mètres carrés, et une coupole en verre.



Yassine, propriétaire du terrain de Saint-Jeures sur lequel le matériel de chantier a été brûlé.

© Photo Bruno Amsellem / Divergence pour Mediapart

Mais tout est à faire : raccordement à l'eau, électricité, balisage du terrain, etc. Le trentenaire ne veut pas perdre de temps, le chantier est considérable : il y a les dix chambres, le garage pour ses voitures de collection, sa Maserati et son 4×4, une salle de prière privée, la piscine intérieure, une salle de conférence aussi, pour le télétravail.

Il a visité le terrain à toutes les saisons depuis qu'il en est tombé amoureux, il sait donc que l'hiver est rude. S'il veut que ses filles scolarisées dans un établissement catholique de Lyon puissent intégrer l'école locale à la rentrée prochaine, il faut aller vite. Comme beaucoup de monde, il décide, pour débuter ses travaux, de ne pas attendre les deux mois de carence durant lesquels un tiers peut s'opposer au permis – le sien lui a été délivré, en mairie, le 31 octobre.

Une piscine suspectée de servir aux ablutions

Quand il commence le chantier le 10 novembre, il est loin de s'imaginer que les plans de sa future maison ont déjà fait le tour du village et qu'ils sont scrutés à la loupe. Pour certain·es villageois·es, l'association d'idées est vite faite : musulman + coupole + salle de prière, Yassine cache quelque chose de grave.

La rumeur est tenace et Yassine ne va pas s'en défaire. Au bar-tabac du bourg, les on-dit se transmettent. Dans les communes avoisinantes, au club de gym, au bar, à la boulangerie, on parle d'une « *école coranique* », de cette piscine qui pourrait servir aux « *ablutions* », d'une « *mosquée* » clandestine qui attirera les fidèles de toute la région.

On ironise même en sous-main sur « *la mosquée à Dédé* ». « *Dédé* », le maire, André Dubœuf. Sans étiquette, l'ancien entraîneur emblématique de l'équipe de foot de Saint-Jeures se remet de son infarctus

arrivé à l'été quand il assiste, aux premières loges, à l'explosion de la rumeur. Mais il laisse dire. Il a pourtant matière à réfuter : lui-même, qui reconnaît avoir été gagné par le doute, avait discrètement saisi la sous-préfecture pour s'assurer en amont de la régularité des finances de ce futur résident musulman.

« *On m'a dit que c'est quelqu'un qui n'est pas fiché S, qu'il a une quinzaine d'entreprises*, confirme-t-il auprès de Mediapart, dans son bureau à la mairie. *On a reçu deux fois les renseignements généraux, tout était dans les clous.* »



Les restes du camion et du préfabriqué brûlés sur le terrain de Yassine. © Photo Bruno Amsellem/Divergence pour Mediapart

Yassine ne sait rien des démarches du maire, des quolibets à son sujet et des fantasmes autour de son projet. Il garde encore une haute idée du village. Saint-Jeures, c'est « la montagne-refuge », la terre des « Justes », un plateau paysan pétri de christianisme social, qui a accueilli toutes sortes de populations persécutées, des protestants aux juifs, en passant par les républicains espagnols. Plusieurs milliers de juifs ont été sauvés des griffes de Vichy, dont de nombreux enfants, grâce aux gens du coin.

Le 9 novembre, un jour avant le début du chantier de la maison, l'ambassade d'Israël délivrait d'ailleurs à titre posthume, dans la salle polyvalente de Saint-Jeures, à quelques mètres du terrain de Yassine, la médaille des justes parmi les nations à une habitante du village ayant caché des juifs.

Une terre solidaire. Yassine s'accroche à cette image d'Épinal. Au début des travaux, des enfants d'un paysan du coin viennent lui donner main-forte. On lui prête également des outils agricoles. Denis, l'ouvrier mécanicien à la retraite qui connaît les meilleurs coins aux champignons du plateau, parle déjà au nouvel arrivant de tout lui apprendre. Il est permis de rêver. Yassine pense à la pendaison de crêmaillère qu'il organisera une fois les travaux finis, à ces chèvres naines qu'il compte installer sur le terrain pour faire plaisir à ses deux filles.

En dehors de ce voisinage direct, la rumeur prend forme. « *Il y avait des allées et venues incessantes, se souvient la voisine Noémie. Tout le monde s'arrêtait devant son terrain. Et alors que Yassine était en train de travailler à côté, on venait me voir, moi, pour me demander : "Vous savez ce qui se passe chez votre voisin ?" C'était du délire.* »



Noémie, habitante de Saint-Jeures et voisine du terrain de Yassine. © Photo Bruno Amsellem / Divergence pour Mediapart

La mairie, de son côté, est inondée de coups de fil et de courriers. La fronde est menée en sous-main par deux figures historiques du village, Jo et son grand frère, Michel. Petits-fils de l'ancien maire vichyste de Saint-Jeures, également descendants d'un seigneur local, les deux frères possèdent des bois et de jolies maisons typiques, dont une inscrite à l'inventaire des monuments historiques.

Jo et Michel, tous les deux à la retraite, ont aussi le bras long. Ils connaissent bien le maire du village, « Dédé », ce sont de vieux camarades de vestiaire, mais ils sont surtout très impliqués dans les associations de préservation du patrimoine local, ce qui leur donne accès à un carnet d'adresses de notables locaux.

Ensemble, ils démarquent à tout-va pour faire capoter le projet de Yassine. Ils sont les plus actifs mais pas pour autant les premiers concernés : Jo habite un petit hameau reculé à plus de deux kilomètres du terrain de Yassine ; quant à Michel, il n'habite plus la commune à l'année.

Malgré tout, l'implication est totale, et ils arrivent à rallier des propriétaires de résidences secondaires à leur mouvement. Ils lancent une pétition, chargent un neveu notaire de leur dégoter un ami avocat pour déposer un recours, lèvent des fonds. Mails, coups de fil, courriers, le démarchage est offensif. « *J'ai contacté environ 200 personnes* », se félicite Michel auprès de Mediapart.

On peut tout s'imaginer puisqu'on ne sait presque rien.

Jo, l'un des « frondeurs »

Contrairement à ce qu'ils aiment en dire, l'affaire n'est pas urbanistique. On ne craint pas juste une « verroue » immobilière ou un « *Taj Mahal du plus mauvais goût* » dans le village, comme le révèlent les courriers. À écouter Michel, Jo et beaucoup d'autres, c'est bien l'intention du futur propriétaire qui pose question. Et tout semble louche pour les deux frères : la taille de la future maison, le choix de s'installer dans le village, et même la sympathie de Yassine envers le voisinage. « *C'est quelqu'un de très habile, qui a très bien pu endormir ses voisins* », craint Michel.

Son petit frère, Jo, qui se revendique électeur socialiste mais affirme que « *Zemmour dit tout haut ce que tout le monde pense* », acquiesce : « *Ces gens-là savent bien faire les gentils, mais on sait comment ça marche* », lance-t-il, attablé dans la grande salle à manger de sa maison traditionnelle au fond du hameau. Sur le fond, tout est envisageable, explique Jo : « *implication d'un homme politique en haut lieu* », « *un organisme qui finance derrière* »... Les suspicions sont sans fin, selon cette idée qu'« *on peut tout s'imaginer puisqu'on ne sait presque rien* ».



Le village de Saint-Jeures en Haute-Loire. © Photo Bruno Amsellem / Divergence pour Mediapart

Pour le reste, le Saint-Jeurois conseille très sérieusement de s'en référer à Astérix et Obélix, plus précisément à l'album *La Zizanie* pour saisir la situation. L'histoire d'un étranger hideux envoyé par Rome pour infiltrer le village gaulois et créer la division : le récit lui semble parlant.

Les théories du complot qui flambent dans la boucle de mails lancée par un groupe de villageois·es auquel appartiennent les deux frères sont du même ton. Tout le monde y va de son petit commentaire, de sa petite enquête. Le 2 décembre, une voisine envoie au groupe un message, ayant pour objet : « *Voisinage inquiétant* ». Elle y relève une erreur dans la retranscription du nom d'une vieille société civile immobilière (SCI) appartenant à Yassine. « *Faute de frappe ou astuce ??* », demande-t-elle insidieusement. La faute de

frappe est en réalité commise par le site internet et ne figure pas sur les documents originels, mais qu'importe. Personne ne vérifie ; et Michel rebondit : « *Serait-il ce que l'on peut appeler un “marchand de sommeil” ?* »

Les coups de fil de Madame Wauquiez

« *Le dossier F.* », comme le baptise le service départemental du renseignement territorial (SDRT) de la Haute-Loire qui suit désormais le sujet, n'en reste pas aux échanges virtuels et l'affaire a déjà franchi les frontières du village. Le 22 novembre, deux jours avant l'incendie, la députée de Haut-Loire Isabelle Valentin (Les Républicains) envoie un courrier à l'attention des maires de sa circonscription pour leur demander de rester vigilants sur les « *constructions improbables (sic) qui pourraient mettre à mal la vie de la commune et les conflits entre habitants* ».

« *Il faut laisser poser les choses, il ne faut pas stigmatiser ni les uns ni les autres* », élude-t-elle désormais auprès de Mediapart, au sujet des rumeurs infondées et des propos racistes dont a été victime Yassine.

Au dire de Jo, d'autres personnalités politiques sont alors très engagées sur le dossier. Elles « *ne veulent pas apparaître par crainte d'être traitées de racistes* », précise-t-il. Parmi celles-ci, et non des moindres, figure la maman du président de région, Laurent Wauquiez (LR).

Le week-end précédent l'incendie du 24 novembre, Éliane Wauquiez, elle-même ancienne édile d'une commune alentour, prend à son tour son téléphone : « *Elle a appelé la presse en demandant si les journalistes étaient au courant de la construction d'une future mosquée à Saint-Jeures et s'ils n'avaient rien écrit jusqu'alors par crainte*, fait savoir un témoin. *Après coup, la chronologie des faits m'a paru troublante.* »

Sollicitée par Mediapart, Éliane Wauquiez se dérobe désormais, expliquant qu'elle « *habite en Ardèche* » et qu'elle n'a rien à dire sur le sujet.

L'incendie, point culminant de la rumeur, n'y met paradoxalement pas un terme. Elle continue de plus belle. Et évolue en franchissant même un nouveau palier. Cette fois, Yassine est accusé d'avoir lui-même mis le feu à son terrain. Scénario alimenté par Michel : « *L'incendie de la nuit du 24, accidentel ou criminel ? S'il est criminel, il convient de chercher l'auteur. Comme il est dit dans les romans policiers, rechercher à qui profite le crime. Le premier bénéficiaire de ce crime me semble être le constructeur lui-même. Le voilà passé en une nuit de l'image d'agresseur potentiel d'une population paisible mais bornée à celle de victime innocente du racisme fondamental des Français de souche et de leur islamophobie congénitale* », écrit-il dans un courriel du 29 novembre.



Didier Rault, conseiller municipal, et son épouse Michèle, signataires d'une lettre ouverte en soutien à Yassine. © Photo Bruno Amsellem / Divergence pour Mediapart

Dans le village, rares sont celles et ceux qui tentent de mettre le holà. « *Je persiste et je signe à déplorer une accumulation de rumeurs, ragots et inventions qui ont favorisé le passage à l'acte de quelqu'un* », réagit alors Didier Rault, conseiller municipal, acteur central de la vie culturelle locale. Choqué, comme sa femme, par l'absence de condamnation publique, cet ancien professeur d'espagnol décide de signer avec elle une lettre ouverte [publiée dans la presse locale](#) le 26 novembre, pour faire part de son soutien à Yassine et témoigner de leur « *honte* ».

Le 17 décembre, face aux tensions, le maire André Dubœuf décide d'organiser une réunion publique en présence de Yassine pour apaiser les choses. Les pressions sont fortes. Il y a le groupe très mobilisé de Jo et Michel, les nombreuses lettres de riverain·es et d'autres venues d'ailleurs. Il y a aussi la menace de l'extrême droite, qui a profité du chahut pour s'immiscer dans les affaires du village.

À la suite de la reprise [sur le site de la fachosphère Fdesouche](#) d'articles sur l'incendie, le maire a été destinataire de plusieurs courriers anonymes. Il y est notamment traité de « *traître islamophile et collabo pro-invasion* ». « *Vous avez trahi les autochtones, vos administrés de votre village, en collaborant dans l'installation de l'occupant musulman dans votre commune* », peut-on y lire.

Tout cela le convainc qu'il faut annuler le permis de Yassine. Jo et Michel ont gagné. En bons coéquipiers de foot, ils ont la primeur de l'information, qui doit être annoncée au village au cours de la réunion publique.

Une réunion qui vire au tribunal populaire

Ce 17 décembre, une centaine de personnes y assistent, encadrées par des gendarmes et des représentants du renseignement territorial. Yassine fait face à l'assistance. Plusieurs sont venus de loin. Des propriétaires de

résidences secondaires ont jugé bon d'envoyer des émissaires pour prendre des notes. Les débats tournent rapidement au « *tribunal populaire* », la réunion est « surréaliste », écrit la presse locale, qui relève les nombreuses interrogations déplacées qui fusent : « *Si vous avez beaucoup d'argent, pourquoi vous venez à Saint-Jeures ? Pourquoi faites-vous onze chambres ? C'est un hôtel ?* », « *Détaillez-nous les différentes pièces. Pourquoi avoir pris un architecte à Nanterre ?* »

Le conseiller municipal Didier Rault s'élève contre le « *feu roulant de questions* » auquel est soumis le propriétaire musulman et « *qui ne se posent pas normalement en démocratie* ». Les voisin·es direct·es de Yassine tentent d'apporter leur soutien, en vain. « *J'ai dû sortir de la salle, je n'en pouvais plus*, se remémore Noémie. *Cette réunion, c'était du voyeurisme. La seule chose qu'on ne lui ait pas demandée, c'est la couleur de son slip.* » Denis finit aussi par quitter l'assemblée, dégoûté.

Les semaines ont coulé depuis la réunion publique. Et l'épisode a laissé des marques invisibles. La femme de Yassine, enceinte au mois de décembre, a fait une fausse couche, mais il ne veut pas s'étaler sur le sujet. « *Je ne cherche pas à me faire passer pour victime, ni à tirer des liens de causalité* », explique-t-il calmement.

Quant au projet de maison, tout est flou. « *J'ai compris qu'on pouvait être au pays des Justes et ne pas accepter pour autant un musulman.* » Ses filles ne sont pas encore au courant. Il a réussi à le leur cacher.

Prolonger

Boite Noire



Jusqu'à l'élection présidentielle, Mediapart a décidé de raconter, à travers cette « Chronique de la haine ordinaire », ce que le racisme, l'islamophobie et l'antisémitisme, entretenus par nombre de candidat·es et de

médias, font à ce pays, et avant tout à celles et ceux qui subissent ces discriminations au quotidien. Parce qu'ils et elles sont trop souvent invisibilisé·es, nous leur donnerons [ici](#) la parole, au moins une fois par semaine, à travers des reportages, des enquêtes, des portraits. Si vous souhaitez nous interroger sur un sujet ou témoigner, n'hésitez pas à nous écrire à l'adresse : contact@mediapart.fr.

Ce premier reportage a été réalisé par Lou Syrah dans le village de Saint-Jeures du 17 au 20 janvier. Toutes les personnes citées ont été rencontrées sur place ou contactées par téléphone. En raison des nombreux courriers de menace reçus par la municipalité, nous avons décidé de ne pas publier les noms de famille des personnes évoquées en dehors des personnalités politiques locales.

L'un des interviewés, « Jo », très actif dans la mobilisation, a ouvert la porte de sa maison sans aucune difficulté, offrant le café. Quelques jours après, il a contacté la rédaction pour s'assurer que la journaliste qu'il avait rencontrée travaillait bien pour Mediapart. Lorsque Lou Syrah l'a rappelé, lundi 24 janvier, Jo a tenu à réaffirmer son opposition au chantier de Yassine, projet « *démesuré* », voire « *provocation* », écartant les questions relatives au passé vichyste de son grand-père. Il a surtout indiqué que sa maison était équipée de caméras avec « *micros séparés* », et que celles-ci avaient tourné pendant l'entretien. Ce dont il n'avait pas pris la peine d'informer Lou Syrah. Ajoutant : « *Les micros, je les ai tous déclenchés* » et « *je vous suggère d'avoir des propos modérés* ». Des méthodes que Mediapart ne peut que regretter.

URL source : <https://www.mediapart.fr/journal/france/250122/en-haute-loire-au-pays-des-justes-la-rumeur-et-les-cendres>